

Sortir du marché pour conquérir de bons logements pour toutes et tous, adéquats, sûrs et durables pour les poches et la nature

La crise du logement et la crise mondiale dévoilées par la pandémie de COVID 19 et exacerbées par les guerres en cours ont mis en évidence l'échec des politiques néolibérales de privatisation et de financiarisation du secteur du logement, mises en œuvre par les classes sociales dominantes, la plupart des gouvernements, les institutions financières et les organismes supranationaux et internationaux.

Un élément central du néolibéralisme a été l'érosion de l'offre de logements publics par les gouvernements centraux et locaux, avec pour conséquence , l'indisponibilité croissante des logements publics abordables.

Nous devons faire sortir le logement du marché afin d'obtenir des habitations adéquates, sûres et durables pour tous. Si nous voulons progresser, il est essentiel de renforcer nos réseaux pour promouvoir des stratégies alternatives, en collaboration avec les organisations sociales, les réseaux internationaux, les universités, les autorités locales et les gouvernements progressistes.

[L'avenir est public : Manifeste mondial pour les services publics \(EN/ES/FR/PT/RU/SW/CR\)](#) offre un point de rassemblement pour les forces progressistes dans le cadre de la [conférence internationale Notre avenir est public : Des inégalités mondiales à la justice sociale, économique et climatique \(Santiago de Chile, 29/11-02/12/2022\)](#)

L'extraction parasitaire de la rente, véritable visage du "tous propriétaires" pour attaquer le service public du logement

"Tous propriétaires" est le slogan utilisé pour unifier une base sociale populaire, une pioche pour attaquer l'intervention publique dans le logement qui était d'une importance absolue dans de nombreux pays, un héritage des réalisations socialistes et des réponses concrètes à la crise du logement après la Seconde Guerre mondiale.

Les privatisations du service public du logement, les tentatives de sa marginalisation au profit de l'assistanat et de sa transformation mercantile, les obstacles à son développement dans les pays colonisés et appauvris, les vétos sur la régulation et l'apaisement des prix de l'immobilier, exaltent le logement comme une marchandise spéciale permettant d'extraire la rente parasite nécessaire à la reproduction capitaliste illimitée. Ceci a largement contribué à l'échec dont témoignent l'injustice des énormes concentrations de richesses financières basées sur des biens immobiliers souvent vacants, la poussée effrénée de la construction qui détruit l'environnement et contribue à la crise climatique, l'extension de la paupérisation et de l'insécurité du logement des classes populaires et moyennes dans les pays colonisés et appauvris et au sein même des pays impérialistes.

Mais aucun traité international ne protège ce droit illimité.

Le logement en tant que droit ne peut exister que s'il existe un service public

L'essence du logement repose sur sa valeur d'usage, donc sur un droit inaliénable qui est également protégé par les lois internationales des droits humains ratifiés par presque tous les pays.

Toutefois, cette conception fondamentale est remise en question par les approches contradictoires de différents secteurs du système des Nations Unies. Le Haut-Commissaire aux Droits humains et le Rapporteur de l'ONU sur le Droit au logement sont engagés dans la défense du droit au logement, tant sur des cas spécifiques qu'avec des analyses et des propositions de politiques. En revanche, ONU-Habitat, notamment avec le Nouvel Agenda Urbain produit par Habitat III en 2016, s'est progressivement éloigné de l'approche des droits humains, basant son intervention sur le partenariat-public-privé fonctionnel au développement illimité du secteur urbain. C'est pourquoi, à partir de l'Assemblée Mondiale des Habitants, nous nous engageons à mettre en œuvre l'[Agenda Solidaire des Habitants](#).

Appel à la convergence des mobilisations, à la résistance et aux politiques alternatives pour le droit au logement et à la ville

Par conséquent, nous lançons un Appel à la convergence des organisations populaires et des réseaux internationaux d'habitants, des syndicats des travailleurs et des locataires, des centres sociaux, des coopératives, des universités, des autorités locales et des gouvernements progressistes engagés sur tous les continents en faveur du logement en tant que droit, bien commun inaliénable et insaisissable sur lequel fonder des politiques alternatives à l'échec du néolibéralisme.

Les mobilisations contre les coûts inabornables du logement, y compris les coûts de l'eau et de l'énergie, contre les expulsions, en particulier les campagnes Zéro Expulsions, contre la privatisation et pour la remunicipalisation, et contre la spéculation immobilière, mettent en évidence les résistances nécessaires pour faire place à des politiques de logement alternatives au néolibéralisme.

La multiplicité des politiques alternatives, articulées au niveau local, montre l'efficacité de l'intervention publique dans laquelle les institutions remplissent la fonction de promotion du service public et social, soit directement, soit avec le partenariat-public-populaire (non privé), soit avec la régulation et la modération des prix.

Notre avenir est public : un agenda commun de transformation qui commence maintenant

L'objectif stratégique est de faire sortir le secteur du logement du marché pour gagner de beaux logements pour toutes et tous parce qu'ils sont adéquats, sûrs et économiquement durables dans des établissements urbains en harmonie avec la campagne et la nature, non prédateurs. La mobilisation contre les guerres et pour la paix est essentielle.

Cet objectif converge avec les objectifs des mobilisations pour défendre et développer le service public des secteurs qui promeuvent les droits sociaux qui font partie du droit à la ville (eau, énergie, santé, mobilité, entre autres), d'un agenda transformateur qui répond à quatre défis intersectoriels : l'urgence climatique, l'égalité de genre et l'assistance, la justice économique et la propriété démocratique des services publics.

C'est pourquoi nous nous sommes engagés, avec d'autres organisations sociales, syndicats et réseaux, dans la préparation et la participation à la **Conférence internationale Notre avenir est public**, afin de construire la base d'un récit et d'une mobilisation communes pour continuer des luttes transformatrices qui mettent au centre la redistribution des richesses en faveur des services publics.

Objectifs

Nos objectifs sont basés sur la note conceptuelle [Sortir du marché pour conquérir de bons logements pour toutes et tous, adéquats, sûrs et durables pour les poches et la nature](#):

- Impliquer les leaders des habitants dans l'articulation des différents aspects des activités : sessions thématiques et intersectorielles, rencontres et échanges entre les diverses organisations d'habitants et avec les organisations et réseaux des autres secteurs pour donner de la continuité à la mobilisation solidaire pour la défense et le développement du secteur public du logement et des autres secteurs liés au droit à la ville.
- Encourager l'échange, la réflexion et la solidarité internationale avec les organisations de base qui ont soutenu l'introduction du droit au logement dans la nouvelle Constitution du Chili.

*** *** ***

Groupe de Travail Logement (d'autres volontaires sont les bienvenus !)

Europe

- Cesare Ottolini glob.coord.iai@habitants.org
- Olga Nassis olganassis@gmail.com

Afrique

- Mike Davies iai.southernafrica@habitants.org
- Wilfred Olal happy.olal@gmail.com
- Soha Ben Slama soha.aih.tunisie@habitants.org

Amérique Latine et Caraïbes

- Ernesto Jimenez Ollin upvg40@yahoo.com
- Cristina Reynals cristina.reynals@habitants.org
- Elizabeth Santos elisant32@gmail.com
- Bartiria Lima da Costa bartiriaconam@gmail.com

Amérique du Nord

- Robert Robinson rob.robinson423@gmail.com

Asie

- Varghese Theckanath vtheckanathsg@gmail.com
- Shweta Tamble shweta.tambe@gmail.com
- Anju Manikoth anjumanikoth09@gmail.com

Objectifs

- Préparer un document/appel conceptuel pour mobiliser la participation des organisations et des réseaux engagés dans le droit au logement.
- **(EN) Going out of the market to conquer good housing for all and everyone, adequate, secure and sustainable for pockets and nature**
- **(ES) Salir del mercado para conquistar viviendas bonitas para todos y todas, adecuadas, seguras y sostenibles para los bolsillos y la naturaleza**
- **(PT) Sair do mercado para ganhar moradias lindas para todas e todos, adequadas, seguras e sustentáveis para as carteiras e para a natureza**
- **(FR) Sortir du marché pour conquérir de beaux logements pour toutes et tous, adéquats, sûrs et durables pour les poches et la nature**
- **(IT) Uscire dal mercato per conquistare abitazioni belle per tutte e tutti, adeguate, sicure e sostenibili per le tasche e la natura**
- Définir des initiatives "logement" dans le cadre des conférences sectorielles.
- Impliquer les organisations locales chiliennes dans la participation à la Conférence et aux activités parallèles (visites, autres).
- Diffuser l'information et l'invitation et coordonner la mobilisation aux niveaux national, continental et mondial.

Agenda Groupe de Travail Logement 2022 (en cours)

Septembre-octobre

Réunions préparatoires continentales pour :

- Discuter et définir le contenu spécifique, les plateformes, les alliances possibles.
- Définir les modes de participation et les délégations participantes

Novembre

Définition de la participation à la Conférence

29 novembre - 02 décembre

Participation (en ligne et en présence) à la Conférence (proposition en cours)

- 8ème session de l'Assemblée Mondiale des Habitants
- Tables rondes
- Visites et échanges dans les quartiers populaires

*** *** ***